

## Débats & Controverses

# UN APPEL DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE

## Face aux pillards, l'heure des choix pour nos retraites

### Texte collectif

De la démission de Delevoye à la Légion d'honneur au patron de BlackRock, le conflit sur l'avenir de nos retraites révèle un conflit de bien plus grande ampleur : celui qui oppose notre pays, sa population, à une minorité au service de la finance, prête à saccager notre avenir pour s'enrichir.

On découvre que Macron se laisse dicter sa politique par Larry Fink, le PDG du géant américain de la finance BlackRock, spécialiste des fonds de pension. Si leur réforme des retraites cherche à baisser nos pensions, à rendre notre avenir et celui de nos enfants toujours plus précaires, c'est pour que ces multinationales puissent continuer à gagner toujours plus d'argent.

Pour enrichir une minorité, ils pillent notre pays. Il ne s'agit pas seulement des retraites. Notre pays est soumis à un pillage en règle. Les entreprises publiques, notre bien commun, sont vendues au plus offrant. L'hôpital public est saccagé pour que se développe le marché de la santé. L'école publique est délibérément ruinée pour que se multiplient les écoles privées. L'enseignement supérieur est saboté, la recherche publique dévoyée par les logiques du court terme, réduisant les découvertes utiles pour construire l'avenir. Quand les jeunes manifestent, on leur répond à coups de matraque. Quand ils se battent pour que nous ne détruisions pas leur planète et leur avenir, ils ne récoltent que des sarcasmes. Quand ils protestent contre la précarité qui les empêche d'étudier, on leur promet la précarité jusqu'à la retraite.

Le mépris du gouvernement pour la jeunesse est révélateur : c'est l'avenir qu'ils saccagent pour préserver les profits d'une caste de privilégiés. Le gouvernement cherche à nous imposer une réforme des retraites qui devrait s'appliquer à partir de 2025. Mais que restera-t-il de notre pays en 2025 ? Continuer à brader les services publics pour offrir de nouveaux marchés à quelques pillards, c'est sacrifier nos vies. Comment vieillirons-nous quand l'hôpital public ne sera plus qu'un souvenir ? Comment nos enfants grandiront-ils quand l'école publique ne sera plus capable d'assurer ses

**RAPPEL DES FAITS** Près de 600 signataires de différentes disciplines et champs universitaires refusent de voir le système solidaire accaparé par la finance.



missions les plus élémentaires, faute de moyens, d'une formation ambitieuse et d'un statut protecteur pour ses personnels, d'un cadre national pour ses programmes et ses diplômés ? Qui les formera, qui leur donnera les moyens de prendre les décisions complexes auxquelles ils seront confrontés dans leur travail et leur vie de citoyens ? À quels métiers, à quelle vie accéderont-ils après avoir été triés, sélectionnés, exclus, du collège jusqu'à l'université ?

Continuer à préserver les profits d'une minorité, c'est s'empêcher de répondre à l'urgence de la crise climatique. Comment ferons-nous face aux événements climatiques extrêmes qui vont se multiplier ? Aux nouveaux problèmes de santé ? La crise écologique implique aussi des phénomènes migratoires nouveaux, des conflictualités nouvelles. Les défis se multiplient : nous avons besoin de construire des réponses collectives, audacieuses, dans l'intérêt de l'ensemble du peuple français et de l'humanité. Les défis se multiplient : laisser les rênes du pays aux pillards qui nous gouvernent, c'est faire le choix du chaos.

Enseignantes et enseignants, chercheuses et chercheurs, nous avons une responsabilité particulière. Aujourd'hui, nous tirons la sonnette d'alarme : nous n'avons plus les moyens de former les générations futures à un haut niveau. Nous ne sommes plus en mesure de donner aux citoyens et aux citoyennes de demain les moyens de résoudre les défis

auxquels ils seront confrontés. Nous ne savons pas ce qu'il restera de la recherche publique française en 2025. Serons-nous dépendants, pour résoudre les défis nouveaux auxquels notre pays et le monde seront confrontés, de la recherche financée par les grandes entreprises privées ? Voulons-nous vraiment confier notre avenir et celui de nos enfants à Google, à Microsoft ou à BlackRock ?

Il est temps de reprendre la main. Notre pays a les moyens d'agir contre la crise climatique, de former sa jeunesse à un haut niveau, d'offrir à toutes et tous un emploi de qualité, puis une retraite en bonne santé. Nos richesses, notre créativité, si elles n'étaient pas détournées au profit d'une petite caste, nous permettraient de développer les services publics, de les renforcer, de lutter contre les inégalités et d'inventer des solidarités nouvelles, bref, de reconstruire l'avenir qu'on cherche à nous voler.

Dans chaque domaine de ce qui fait notre société, nos travaux dégagent des alternatives : économie, démocratie, vie sociale, travail, retraite, santé, recherche, éducation, culture, loisirs, etc. Nous voulons contribuer à ouvrir une autre voie.

En 1944, dans un pays saccagé par des années d'Occupation, pillé, ruiné, des hommes et des femmes ont su s'unir dans leurs différences pour inventer ensemble un avenir pour la France. Ils et elles ont inventé la Sécurité sociale, posé le principe d'une scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans dans une école commune, lieu d'égalité et d'émancipation ; donné un nouvel élan à la recherche. Nous sommes face à un défi de cette ampleur.

Nous défilons ensemble contre la réforme des retraites : prenons la mesure de notre force, mettons fin au pillage et au chaos tant qu'il en est encore temps. Dessinons ensemble un avenir pour nous et nos enfants. ●

AVEC 7000 MILLIARDS D'EUROS DE PORTEFEUILLE, BLACKROCK GÈRE LE PLUS GROS FONDS DE PENSION AU MONDE, COMPOSÉ NOTAMMENT DE L'ÉPARGNE RETRAITE.

POUR SUIVRE LE DÉBAT SUR [L'HUMANITE.FR](http://L'HUMANITE.FR)

**Parmi les premiers signataires :** Michel Allemandou, directeur d'hôpital honoraire, Annabelle Allouch, maîtresse de conférences en sociologie, Pascal Anger, enseignant EPS, Snep-FSU, Ludvine Bantigny, historienne, Amar Bellal, rédacteur en chef de la revue *Progressistes*, Philippe Blanchet, professeur des universités en sciences du langage, Isabelle Bloch, professeure émérite, didactique des mathématiques, Geoffrey Bodenhausen, professeur de chimie, École normale supérieure, Romuald Bodin, professeur des universités, sociologue, Stéphane Bonnelly, enseignant-chercheur en sciences de l'éducation, Serge Bontoux, directeur de Segpa, Claire Bordachar, professeure des écoles, Séverine Brelot, Snep-FSU, Sylvie Cèbe, maîtresse de conférences en sciences de l'éducation et de la formation, Gérard Chaouat, directeur de recherche émérite à l'Inserm, Séverine Chauvel, enseignante-chercheuse en sociologie, Hervé Christofol, enseignant-chercheur en sciences de l'ingénieur, Céline Clément, professeure en psychologie et sciences de l'éducation, Anne Combarrous, maîtresse de conférences en études anglophones, Marie-Françoise Courel, présidente honoraire de l'École pratique des hautes études, directrice des sciences humaines et sociales du CNRS 2006-2008, Jérôme Deauvieu, sociologue, ENS Paris, Laurence De Cock, historienne, enseignante, Paul Devin, IEN, président de l'Institut de recherches de la FSU, Penda Diouf, autrice de théâtre, Jean-Numa Ducange, maîtresse de conférences en histoire, Christine Eisenbeis, directrice de recherche à l'Inria, Florence Elias, professeure de physique, Franck Feras, Snep-FSU, Laurent Frajerman, sociologue et historien de l'éducation, Isabelle Garo, professeure de philosophie, Bertrand Geay, professeur en sciences politiques, Romain Gény, professeur de SES, Snes-FSU, Sigrid Gérardin, Snep-FSU, Claire Guéville, professeure d'histoire-géo, Snes-FSU, Anne Halté, professeure émérite en sciences du langage, Kim Bérénice Hamidi, professeure en études théâtrales, membre de l'Institut universitaire de France, Benoît Hubert, professeur d'EPS, Snep-FSU, Alain Hugon, professeur d'histoire, Bernard Lahire, sociologue, Xavier Lambert, professeur des universités en arts plastiques, Mathilde Larrère, maîtresse de conférences en histoire, Gilles Laschon, enseignant, directeur d'IUT, Christian Laval, sociologue, Isabelle Luciani, maître de conférences en histoire, Snesup-FSU, Arnaud Malaisé, professeur des écoles, Snuipp-FSU, Céline Malaisé, enseignante d'histoire et conseillère régionale Île-de-France, Gérard Mauger, sociologue, Régis Metzger, professeur des écoles, Snuipp-FSU, Chantal Meyer-Plantureux, professeur des universités, Christophe Mileschi, professeur des universités, études italiennes, Mathias Millet, sociologue, Patrick Monfort, directeur de recherche au CNRS, SNCS-FSU, Agathe Novak Lechevalier, maîtresse de conférences en littérature, Christian Orange, professeur émérite, sciences de l'éducation, Ugo Palheta, maître de conférences en sociologie, Willy Pelletier, sociologue, Fondation Copernic, Guillaume Peureux, enseignant-chercheur en lettres, Louis Pinto, sociologue CNRS, Francette Popineau, professeure des écoles, Snuipp-FSU, Romain Puddal, sociologue, Frédéric Restagno, directeur de recherche CNRS, physicien, Jacob Rogozinski, professeur d'université en philosophie, Marine Roussillon, enseignante-chercheuse en littérature française, PCF, Éric Rouvellac, professeur de géographie, Valérie Sipahimalani, professeure de SVT, Snes-FSU, Christian Topalov, sociologue, Ehess, Emmanuel Trigo, professeur des écoles à Toulon, Sophie Vénéitay, professeur de SES, Alain Viala, professeur émérite de littérature française.

Retrouvez la liste complète des près de 600 signataires sur [l'Humanite.fr](http://l'Humanite.fr).